

S O l e i l d ' e n e r g e - 2 0 1 3

n ° 1 1 6 - 2 7 m a r s 2 0 1 3

l'hebdomail de Français du Monde-adfe Mali

Ce message n'est donc pas un spam.

Conformément à la loi et aux règlements du CNIL,

les messages de prospection associatifs ne sont pas considérés comme des messages de publicité (spams).

Pour se désinscrire de notre liste de diffusion, il suffit de répondre à ce courriel et de mentionner en OBJET "désinscription".

Pourquoi rejoindre notre section Français du monde – adfe / section Mali ?

- Pour soutenir une association civique engagée sur les valeurs de gauche
- Pour exercer votre citoyenneté française
- Pour participer à la défense de vos droits
- Pour faire partie d'un réseau local et mondial de citoyens français
- Pour être bien informé de l'actualité qui vous concerne
- Pour bénéficier de conseils et de services
- Pour être orienté dans vos démarches auprès de l'administration française
- Pour entretenir un contact privilégié avec vos Conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger
- Pour préparer votre expatriation ou votre retour en France
- Pour garder un lien avec la vie en France et la langue française

www.francaisdumonde.org

<http://www.ambafrance-ml.org/ADFE-Francais-du-Monde>

proverbe malien

Ni sanu y'a dontuma témé, nsira ka fisa o yé.

Quand le temps de mettre des parures en or est passé, le cuivre est alors préférable.

On doit faire toute chose en son temps, sinon on y perd.

zone rouge

La zone rouge sur le Mali a changé, à découvrir sur :

<http://www.ambafrance-ml.org/Consignes-de-securite>

Depuis son arrivée, en janvier, à la tête du centre de crise du Quai d'Orsay, Didier Le Bret n'a pas vraiment chômé ! (...) Directeur du centre de crise du ministère français des Affaires étrangères depuis le début de l'année, c'est lui qui établit la liste des régions du monde que les ressortissants français ont intérêt à éviter. (...) **Ce travail n'est pas une science exacte.**

Mais il doit être le plus objectif possible.

Voir l'article complet sur :

<http://www.jeuneafrique.com/ArticlePersonnalite/JA2722p056-057.xml1/Type:Portrait/france-didier-le-bret-l-homme-des-zones-rouges.html>

Solidarité

P e t i t à p e t i t

Transparence : Chaque année, chaque Sénateur ou Sénatrice dispose d'une enveloppe de 150 000 euros, la dite réserve parlementaire.

Jean-Yves Leconte et Richard Yung ont publié la liste des subventions qu'ils ont attribuées au titre de leur réserve parlementaire pour l'année budgétaire 2012.

Voir sur leur site :

<http://jeanyvesleconte.wordpress.com/2012/12/20/mon-utilisation-de-la-reserve-parlementaire/> et

<http://www.richardyung.fr/ambassades-et-consulats/2946-reserve-parlementaire.html>

le groupe écologiste au Sénat a souhaité mutualiser une partie des dotations de leurs sénateurs pour constituer un « pot commun » destiné à financer des projets d'envergure nationale. Ce pot commun représente 395 000 euros. Les Sénateurs et Sénatrices écologistes ont ensuite réparti le reste de leur enveloppe parlementaire, ou confié cette tâche à un jury indépendant, à destination d'associations et collectivités de leur choix, en fonction de la pertinence des projets.

En suivant le lien vous obtiendrez le tableau avec le montant et le nom des bénéficiaires :

<http://ecologistes-senat.fr/reserve-parlementaire-pour-la-premiere-fois-un-groupe-parlementaire-joue-la-transparence-totale/>

Actualités

C h e m i n f a i s a n t

Gilles Huberson : futur nouvel ambassadeur de France au Mali

SON PARCOURS : A 52 ans, Gilles Huberson, Officier supérieur, a été formé au sein de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr dont il est sorti en 1983. Il est également titulaire d'une licence d'histoire et d'un brevet de l'enseignement militaire suprême et a été auditeur de la dixième session (1998-1999) de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Ayant rejoint la diplomatie, il a été notamment en poste à Kuala-Lumpur et à Singapour ainsi qu'à Ottawa (2002-2005) en tant que deuxième conseiller. Il sera nommé sous-directeur de la sécurité et de la protection des personnes au Quai d'Orsay (un poste sensible en connexion avec les « services » français de renseignement et d'intervention), il quittera l'administration pour rejoindre le groupe LVMH – numéro un mondial de l'industriel du luxe – comme directeur des affaires générales, en charge notamment de toutes les opérations liées à la contrefaçon. Considéré comme un spécialiste des questions liées au terrorisme, il s'est intéressé à la piraterie maritime contemporaine (et à collaboré, dans ce cadre, avec le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, le CEPES, au sein de l'université du Québec à Montréal quand il a été en poste au Canada). Placé auprès du directeur d'Afrique et de l'Océan Indien, M. Huberson coordonnait depuis le 6 février 2013 la nouvelle mission "Mali-Sahel" (MMS) du ministère des affaires étrangères.

Cultures et patrimoine

P a s à p a s ...

Conférence sur le développement du Mali : préparer l'après crise.

Une conférence sur le développement du Mali s'est tenue mardi 19 mars à Lyon pour promouvoir la coopération décentralisée entre collectivités territoriales. 170 collectivités françaises sont déjà engagées au Mali ; ce sont des régions, des villes ou des associations de communes. Elles ont dépensé 35 millions d'euros en projets de développement depuis 2006.

Une coopération plus efficace

La coopération décentralisée a pour objectif de cibler avec plus de précision les besoins locaux maliens et d'y apporter une réponse rapide. « *C'est vraiment ce dialogue de local à local qui fait la force de ces projets*, explique Jean-Jack Queyranne, président de la Région Rhône-Alpes. *On a souvent reproché aux projets de développement que sur 10 euros investis, un seul finissait par arriver sur le terrain. C'est ce genre de dérives dont nous souhaitons nous affranchir* », poursuit l'élus PS. Les collectivités constitueront un point d'entrée pour une grande part de l'aide afin d'éviter les gaspillages et de favoriser plus de transparence et l'appropriation des processus de retour à la paix et de développement par les populations.

Le pari des six mois

Le gouvernement français se fixe six mois pour relever les premiers défis du développement, notamment la réussite de la saison agricole et la rentrée scolaire de septembre. Le ministère des Affaires étrangères a créé à cet effet le Fonds d'action extérieur des collectivités territoriales.

La prochaine conférence des donateurs pour le Mali aura lieu en mai à Bruxelles. Rhône-Alpes présente dès 1984 au Mali pour un appui humanitaire aux populations sahéliennes et l'Assemblée régionale de Tombouctou ont développé une coopération institutionnelle, économique, agricole, culturelle et éducative.

Voir sur le site officiel :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/mali/la-france-et-le-mali/evenements-19439/article/conference-sur-le-developpement-du-105943>